

# La Gouvernance économique est la voie des réformes de développement en Égypte



**Dr. Nermin Abou El Atta**  
Conseiller du ministre du commerce et de l'industrie et Coordinateur national de la coopération industrielle euro-méditerranéenne



Une grande attention est accordée aux cadres de Gouvernance en général, notamment à la Gouvernance économique à plusieurs niveaux, ainsi qu'aux normes, indicateurs et classifications internationaux pertinents associés, en particulier en 2023, étant donné que la scène mondiale et régionale est caractérisée par de nombreuses incertitudes dues aux événements politiques (entre autres : la lutte des grandes puissances pour les sphères d'influence et les ressources mondiales). Cela a entraîné des effets multiplicateurs, notamment à la suite des crises sanitaires et des pandémies mondiales, conduisant aux défis socio-économiques actuels (représentés par la présence de fortes vagues inflationnistes, une augmentation des prix des matières premières, des produits, du carburant et de l'énergie, avec une augmentation des taux de fret et des prix du transport, ainsi que le coût élevé des prêts, l'augmentation de l'endettement, les flambées des taux de change, la peur d'entrer en récession économique et les faibles taux de croissance et d'emploi ...etc), auxquels s'ajoutent de graves fluctuations climatiques et environnementales qui ont entraîné des pertes économiques et sociales ainsi que d'autres facteurs qui affectent la stabilité économique et la cohésion sociale aux niveaux mondial et local.



Tous ces facteurs ont accru les degrés d'incertitude, ce qui a naturellement jeté une ombre sur l'économie égyptienne, mais la rapidité des mesures prises par le gouvernement égyptien pour développer des programmes de développement et d'incitation et l'utilisation de politiques fiscales et monétaires ont conduit à la reprise partielle de l'économie égyptienne par rapport à certaines autres économies, ce qui indique la force et la diversité des activités économiques égyptiennes et sa résilience aux crises mondiales successives.

Ci-dessous, nous présentons les cadres de Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux les plus importants, certaines classifications internationales et les défis futurs, avec les efforts les plus importants liés à l'Égypte :

Premièrement : Les Cadres de Gouvernance économique à plusieurs niveaux Multi-level Governance (MLG) :

Comme certaines expériences réussies d'un certain nombre de pays de l'UE, notamment la Finlande, ainsi que le Japon, le Vietnam et la Nouvelle-Zélande, la nouvelle idée de Gouvernance économique à plusieurs niveaux est conforme à ce qui a été lancé par l'Organisation de

coopération et de Développement économiques (OCDE), avec laquelle le programme national égyptien a été conclu, et une attention a été accordée au lien entre la mise en œuvre des Objectifs de développement durable et la Gouvernance à plusieurs niveaux (MLG) afin d'accélérer la mise en œuvre rapide des stratégies, programmes et plans d'action égyptiens de développement conformément aux normes internationales.

La figure (1) montre les cadres de Gouvernance économique

**En raison de l'intérêt accordé à la mise en œuvre de la Vision égyptienne 2030 et avec l'enregistrement de la plupart des indicateurs de l'économie égyptienne, le gouvernement égyptien achève de nombreuses stratégies et programmes dans le cadre de la Nouvelle République, dont les piliers reposent sur le renforcement de la Gouvernance économique à plusieurs niveaux et la lutte contre la corruption**

institutionnelle à plusieurs niveaux les plus importants en Égypte, où figurent les principaux niveaux au sein de l'État, à savoir la Constitution et les autorités présidentielles, judiciaires, parlementaires, de contrôle et exécutives supervisant les niveaux suivants, entre autres :

La Gouvernance locale : reliant les autorités centrales et subsidiaires pour suivre les activités productives et de services dans les points de vente égyptiens, les unités locales et les gouvernorats.

La Gouvernance conjointe : liée à la responsabilité participative entre les autorités gouvernementales et les institutions du secteur privé dans la qualité et la Gouvernance des mécanismes du marché – l'un des niveaux les plus importants de Gouvernance économique car il est le principal partisan de l'augmentation de la compétitivité nationale égyptienne sur la carte de l'investissement et du commerce mondial.

La Gouvernance communautaire : qui comprend les groupes sociaux et les organisations de la société civile opérant en Égypte.

Il est important que ces niveaux soient liés aux niveaux de Gouvernance régionaux et mondiaux, y compris les organisations des Nations Unies, les Institutions internationales de développement, les fédérations mondiales et régionales et les partenaires stratégiques et

Objectifs de la nouvelle version de la Vision de l'Égypte 2030

Ministère de la planification et du développement économique



commerciaux de l'Égypte.

Figure 1 : Les cadres institutionnels de Gouvernance économique à plusieurs niveaux les plus importants en Égypte

Gouvernance publique / totale (à l'intérieur du pays)  
Gouvernance locale: (sites et points de services et de production dans les gouvernorats et les localités).

Gouvernance conjointe: (avec le secteur privé: Fédération des Industries Égyptiennes - Fédération des Chambres de Commerce - Associations d'hommes d'affaires).

Gouvernance communautaire: (avec les organisations de la société civile)

2-Gouvernance régionale / internationale : ( avec des partenaires internationaux et des organisations mondiales).

Deuxièmement: Les efforts de Gouvernance économique les plus importants pour promouvoir les réformes de développement en Égypte :

En raison de l'intérêt accordé à la mise en œuvre de la Vision égyptienne 2030 et avec l'enregistrement de la plupart des indicateurs de l'économie égyptienne, le gouvernement égyptien achève de nombreuses stratégies et programmes dans le cadre de la Nouvelle République, dont les piliers reposent sur le renforcement de la Gouvernance économique à plusieurs niveaux et la lutte contre la corruption, entre autres : Le programme national de réformes structurelles jusqu'en 2024 axé sur la compétitivité de trois principaux secteurs : Industries manufacturières – Agriculture – Communications et Technologies de l'information, le Projet national de développement de la campagne égyptienne (Vie Dégente) depuis 2021, la Stratégie nationale des droits de l'Homme 2021 – 2026, le Rapport sur le Développement humain 2022, le Document de politique de propriété de l'État 2022, la Restructuration des Conseils Suprêmes d'investissement et de Développement des Exportations en 2023, la Stratégie de l'Égypte numérique 2022-2026- et la Stratégie Nationale sur le changement climatique.

Ainsi que la Déclaration de Charm el-Cheikh sur la coopération internationale dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption en 2021, la Réunion pour renforcer la coopération internationale en 2022, la Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2023-2030- basée sur les première et deuxième phases, le Lancement du Dialogue national en 2023 et d'autres efforts en ligne avec les niveaux de Gouvernance susmentionnés.

Cependant, malgré les nombreuses mesures prises, il est important que ces initiatives, programmes et mesures de réforme soient synchronisés pour stimuler l'investissement, attirer la confiance et la participation du secteur privé et améliorer la vie des citoyens égyptiens, qui résistent encore aux fluctuations économiques, sociales et géopolitiques régionales et internationales.

Troisièmement : Les tendances et défis internationaux les plus importants liés à la Gouvernance économique en Égypte:

**Malgré les nombreuses mesures prises, il est important que ces initiatives, programmes et mesures de réforme soient synchronisés pour stimuler l'investissement, attirer la confiance et la participation du secteur privé et améliorer la vie des citoyens égyptiens, qui résistent encore aux fluctuations économiques, sociales et géopolitiques régionales et internationales.**

Malgré les efforts égyptiens, il existe des tendances et des défis internationaux liés à la Gouvernance économique et à l'amélioration des indicateurs standard et des classifications internationales, reposant sur trois axes principaux : Gouvernance et Droits de l'Homme, Transformation verte et Transformation numérique, par conséquent, le rôle de l'Académie Nationale de lutte contre la corruption s'est élargi avec l'importance de mesurer le succès des mécanismes de liaison des résultats des multiples niveaux institutionnels susmentionnés qui soutiennent les plans et programmes du gouvernement égyptien conformément à la Vision égyptienne 2030.

Quelques classifications et indicateurs internationaux :  
Il existe de nombreux rapports, indicateurs et classifications internationaux généraux et spécialisés liés à la mesure de certains aspects de la Gouvernance économique en Égypte, dont les plus importants sont l'Indice de Gouvernance Mondiale de la Banque Mondiale, l'Indice de Perception de la Corruption Transparency International, l'Indice International de Risque Pays, les rapports de Notation souveraine de

**Malgré les efforts égyptiens, il existe des tendances et des défis internationaux liés à la Gouvernance économique et à l'amélioration des indicateurs standard et des classifications internationales, reposant sur trois axes principaux : Gouvernance et Droits de l'Homme, Transformation verte et Transformation numérique, par conséquent, le rôle de l'Académie Nationale de lutte contre la corruption s'est élargi avec l'importance de mesurer le succès des mécanismes de liaison des résultats des multiples niveaux institutionnels susmentionnés qui soutiennent les plans et programmes du gouvernement égyptien conformément à la Vision égyptienne 2030.**

Fitch, Moody's et Standard & Poor's, l'Indice Mondial de l'Innovation de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, les indicateurs du climat des affaires de la Banque Mondiale, les indicateurs de compétitivité internationale, les indicateurs de développement humain des Nations Unies, les indicateurs de l'emploi / perspectives sociales de l'Organisation Internationale du Travail, l'Indice de Marque des pays Nation Brands et bien d'autres .

D'un point de vue stratégique, on constate une disparité des positions de l'Égypte dans ces rapports et classements internationaux, car la plupart d'entre eux enregistrent des positions basses ou ne reflètent pas toutes les réformes engagées avec la dispersion des efforts nationaux due à la répartition des responsabilités de leur suivi entre un certain nombre d'Autorités égyptiennes.

Il est donc important de trouver un mécanisme national pour accorder plus d'attention à ses différentes dimensions et normes, au calendrier

de sa préparation et à la coordination avec les institutions émettrices, tout en respectant les calendriers de réformes ciblées afin d'améliorer la position de l'Égypte dans les classifications internationales et dans les milieux mondiaux de l'investissement, du commerce et de la finance.

B-Normes internationales / européennes modernes:

Dans le même contexte, il convient de noter que l'Union européenne se coordonne actuellement avec un certain nombre de puissances internationales pour faire passer certaines normes de volontaires à obligatoires en coopération avec de nombreuses organisations internationales telles que l'Organisation internationale de normalisation, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations Unies pour le commerce et le développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les institutions financières internationales, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement et bien d'autres, ce qui affecte inévitablement les investissements, les exportations, la formation, les subventions et les prêts associés aux pays, y compris l'Égypte.

Les deux lois européennes de 2023 : Le Mécanisme d'ajustement aux frontières carbone ( Carbon Border Adjustment Mechanism ) CBAM et la Durabilité Sociale des Entreprises (Corporate Social Sustainability Due Diligence) CSDD, sont parmi les aspects les plus importants de l'application progressive au cours des deux prochaines années comme première étape sur les grandes entreprises puis sur les moyennes et petites sur les secteurs productifs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que : prêt – à – porter, cultures agricoles et transformation des aliments, et d'autres secteurs à forte intensité de carbone tels que : ciment - aluminium – engrais - énergie électrique - fer et acier, où la performance est mesurée selon des critères tridimensionnels : environnementaux, sociaux et Gouvernance des droits de l'homme, Environmental Social Governance (ESG) sur lesquels les institutions de notation internationales s'appuient actuellement fortement .

D'autre part, il convient de noter que l'Autorité de surveillance financière et la Banque centrale ont publié des normes égyptiennes, et des certificats approuvés sont délivrés dans ce domaine en Égypte afin de soutenir les entreprises conformément aux normes internationales.

Conclusion :

L'importance de la Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux, dans les réformes du développement et la répartition géographique équitable des services et de la production en Égypte, s'accroît avec l'importance de relier les initiatives, les programmes et les objectifs de temps pour la réforme et le renforcement des mécanismes nationaux afin d'accorder plus d'attention aux dimensions des indicateurs économiques liés à la stimulation du climat d'investissement, la participation du secteur privé et le bien-être du citoyen égyptien, et cela se reflète dans l'amélioration des positions de l'Égypte dans les classifications internationales dans le but d'améliorer sa position sur les cartes mondiales des investissements, du commerce et des finances.



**L'importance de la Gouvernance économique institutionnelle à plusieurs niveaux, dans les réformes du développement et la répartition géographique équitable des services et de la production en Égypte, s'accroît avec l'importance de relier les initiatives, les programmes et les objectifs de temps pour la réforme et le renforcement des mécanismes nationaux afin d'accorder plus d'attention aux dimensions des indicateurs économiques liés à la stimulation du climat d'investissement, la participation du secteur privé et le bien-être du citoyen**